

Discrédit et action collective.

La lutte d'une association de « pères musulmans »

C.Delcroix, "Discrédit et action collective. La lutte d'une association de pères musulmans", in Claire Cossée, Emmanuelle Lada et Isabelle Rigoni (dir.), *Faire figure d'étranger : regards croisés sur la production de l'altérité*, Armand Colin, collection "Mondes sociaux", Paris, 2004 ; pp. 191- 210

Sociologie du discrédit

Ce texte est tiré d'un travail d'habilitation en sociologie consacré à l'action des personnes en situation dominée. Une telle situation s'accompagne généralement d'un processus de stigmatisation d'où découle un discrédit ; et celui-ci, entre autres conséquences, porte à les considérer comme incapables de réflexion et d'action stratégique dans le long terme. La passivité, une certaine incapacité à envisager l'avenir et à planifier sa vie sont censées les caractériser. Tout au plus leur concède-t-on la possibilité d'opposer parfois des tactiques de résistance. Or les recherches empiriques que j'ai menées au fil des ans auprès de membres de diverses catégories dominées m'ont appris au contraire qu'elles élaborent des plans à long terme, et s'efforcent de les mettre en œuvre en utilisant à cette fin des moyens rationnellement choisis. La question de savoir si ces personnes font ou non preuve d'action planifiée dans le long terme, et de la réflexion anticipatrice qui accompagne nécessairement ce type d'action, est finalement une question empirique. Pour y répondre il faut disposer d'une méthode permettant d'observer, le plus directement possible, ce que font ces personnes ; ainsi que de procédures permettant de généraliser dans une certaine mesure des observations directes forcément ponctuelles. Je pense avoir développé une telle méthode, qui m'a permis de percevoir des caractéristiques de l'action des personnes victimes de différents types de discrédit. Je l'ai mise en œuvre sur des terrains très différents. Elle consiste à combiner l'observation directe, les entretiens narratifs "croisés", et l'étude des contextes et des situations.

J'ai été directement impliquée dans une recherche-action menée dans un quartier populaire de Nantes, qui a déclenché des dynamiques d'interaction entre : un réseau de pères immigrés volontiers rendus responsables des conduites déviantes de leurs enfants à travers des expressions couramment répandues par les médias telles que "parents démissionnaires", "pères socialement invalidés" (Decroix, 1999) ; une association d'éducateurs spécialisés ; et des réseaux de jeunes, dynamiques qui ont duré plusieurs années. Cela m'a permis non seulement d'observer de près les conséquences pratiques du *poids du discrédit*, mais aussi de suivre en temps réel un cours d'action collective qui a finalement réussi à l'alléger.

Cette sorte d'expérimentation sociale - les processus déclenchés par la recherche-action - a mis à jour les mécanismes liés au discrédit : l'extrême difficulté pour les acteurs discrédités, en l'occurrence les pères immigrés dont le discrédit se nourrit de l'ethnicisation des rapports sociaux, de lutter contre lui individuellement, mais aussi la possibilité de le combattre par des actions collectives.

Présentation du quartier, de ses habitants et du contexte général des années 1990.

Contexte local

Nantes-Nord comptait 23.700 habitants au début des années 1990. Le quartier était composé de zones pavillonnaires entremêlées de zones d'habitat social de type collectif. Le bâti n'était pas homogène (il ne l'est toujours pas aujourd'hui) et les habitants ont aujourd'hui comme hier plus le sentiment d'appartenir à leur cité HLM qu'à Nantes-Nord.

Toujours au début des années 90, la population active représentait 46% de la population totale, et était composée de beaucoup d'enfants. Le chômage touchait fortement le quartier (20%). Dans certaines cités, il atteignait plus de 50% ; il touchait très fortement les jeunes de 15 à 24 ans dont beaucoup se retrouvaient sans emploi ¹.

La population étrangère de la ville de Nantes représentait 4,21%. Les étrangers composaient en moyenne 7,7% des populations du quartier (Source : INSEE, *Recensement de*

¹ Chiffres donnés par Nantes-Habitat, l'Office HLM public responsable de la majorité des bâtiments de Nantes-Nord.

la Population de 1990), jusqu'à 30% à certains endroits. Les nationalités les plus représentées étaient les Algériens, les Marocains et les Tunisiens : en tout, la moitié des étrangers. Il y avait aussi des habitants originaires d'Afrique noire (Gabon, Zaïre, Ghana, Côte- d'Ivoire...) et du Moyen-Orient (Turquie, Liban, Irak, Afghanistan et Syrie).

Contexte régional

C'est à partir du milieu des années 1970, du fait du droit au regroupement familial, que la population immigrée a augmenté dans les quartiers d'habitat social, dans toutes les grandes villes françaises.

Mais dans les Pays de Loire et en Bretagne, les travailleurs immigrés sont arrivés plus tardivement. Leur nombre s'élève particulièrement entre les recensements de 1975 et de 1982, leur taux s'élevant à 43% en Pays de Loire, et à 23% en Bretagne (source : INSEE, *Recensement 1982*, cité par Maryse Tripier 1990, p.99).

Les hommes étrangers venus en Pays de Loire ont été engagés principalement dans les industries agricoles et alimentaires, dans le bâtiment et le génie civil et agricole. Une partie d'entre eux travaillait aussi sur les chantiers navals de Saint-Nazaire, d'autres à la production d'équipement des voitures Renault ou dans l'industrie plastique. Malgré cette forte augmentation, la participation des étrangers à la population active restait moindre que dans d'autres régions de France.

L'association Prévention Spécialisée (APS) de Nantes-Nord.

Les débuts de la recherche action

En 1990, un groupe de sept éducateurs spécialisés de l'Association de Prévention Spécialisée de Nantes-Nord fait appel à l'Agence pour le Développement des Relations Interculturelles (ADRI, Paris) pour les aider à mieux comprendre le rôle des pères immigrés dans l'éducation de leurs enfants d'une part, et les racines des conduites «déviantes» de certains jeunes (en l'occurrence, trafic de cannabis, vols de voiture, agressions de travailleurs sociaux, insultes et vandalisme), à niveau socio-économique égal, d'autre part. Le but étant de trouver les moyens d'associer les pères maghrébins aux actions de prévention de la délinquance menées en faveur des jeunes filles et garçons, qu'ils soient ou non immigrés. Cinq micro-quartiers sont choisis dans lesquels des actes de délinquance se développaient depuis 1987.

A la tête de cette équipe de professionnels se trouvait Alain Guezingar, un homme à la fois engagé depuis la fin des années soixante dans la transformation des pratiques professionnelles de l'éducation spécialisée, et persuadé de l'importance de l'esprit de recherche pour faire avancer la réflexion.

Quelques années auparavant, il avait sollicité Gérard Althabe (anthropologue de l'urbain) pour réaliser un diagnostic d'évaluation des besoins en termes de prévention de la délinquance. L'Association de Prévention Spécialisée (APS) est créée dans la foulée, en 1981 avec pour objet le développement de la connaissance du grand quartier de Nantes-Nord et de ses habitants, dans le but de comprendre les tensions vécues entre les habitants eux-mêmes, et entre eux et les institutions - tensions susceptibles d'engendrer des actes de délinquance - pour, précisément, les faire baisser. Au début des années 80 cette approche, qui implique une approche plus sociologique que psychologique, n'était pas très fréquente parmi les éducateurs spécialisés.

L'un des postulats était que toute action ne peut se construire qu'en s'appuyant sur les compétences des habitants eux-mêmes (APS de Nantes, C. Delcroix, 1995).

La prégnance des préjugés

Nos premières discussions ont montré qu'ils ne tenaient pas les pères immigrés - en tant que pères - en très haute estime ; mais ils se disaient prêts à mettre leurs propres représentations mentales à l'épreuve du terrain. Ils étaient conscients que chacun d'entre eux devrait sortir de son rôle habituel d'éducateur, pour construire avec les personnes interviewées de nouveaux rapports "*d'homme à homme*". Inversement, les femmes étaient beaucoup mieux vues que leurs maris par les assistantes sociales et les travailleurs sociaux masculins : elles bénéficiaient d'un préjugé favorable et elles étaient en contact beaucoup plus fréquent avec les services sociaux. Le phénomène ne concerne pas seulement les milieux immigrés, je l'ai observé également dans d'autres recherches que j'ai menées (D. Bertaux, C. Delcroix, 1990).

Conception et préparation de l'enquête.

Elaboration du protocole d'enquête

Presque exclusivement en contact avec les jeunes, les éducateurs de l'APS s'interrogeaient sur l'action éducative des pères immigrés, qu'ils rencontraient peu dans le cadre de leur activité professionnelle.

Je travaillais à cette époque à l'ADRI. Nous avons passé six mois à élaborer une problématique et construire un guide d'entretien.

Initialement ils pensaient interroger seulement des pères. Je leur ai conseillé de parler non seulement avec les pères mais aussi avec leur épouse et leurs enfants adolescents.

Il s'agissait d'orienter les entretiens vers une reconstitution de l'histoire individuelle en remontant jusqu'à l'enfance ; l'ensemble des entretiens biographiques réalisés auprès des membres d'une même famille débouchant, par analyse croisée, sur *l'histoire de cette famille* (Delcroix, 1995).

Les éducateurs de l'APS ont d'abord exprimé un certain scepticisme quant à cette façon de procéder. Ils pensaient qu'il leur serait très difficile, voire impossible de trouver des hommes qui accepteraient que leur femme soit interviewée. C'est à l'occasion d'une discussion sur ce point que leurs préjugés à l'égard des immigrés, particulièrement des musulmans, ont commencé à s'exprimer. En bref, qu'ils étaient porteurs d'un modèle culturel traditionnel, patriarcal, et très fortement communautaire.

La production du discrédit.

Arrêtons-nous un instant sur ce que révèlent ces attitudes partagées par tout le groupe. Il s'agit, rappelons-le, d'éducateurs engagés, ouverts, pragmatiques, soucieux de prendre en compte le point de vue des habitants. Malgré cela, leurs croyances recoupaient les stéréotypes véhiculés par les médias. Ils s'appuyaient pour les étayer sur un certain nombre de cas précis dont ils avaient une connaissance directe ou qui leur avaient été rapportés. Leur *généralisation* à toute une population engendre le discrédit. Or celle-ci s'est avérée empiriquement fautive au cours de l'enquête qui a suivi.

Il fallait aussi décider quelles familles interviewer. Il m' a semblé préférable de trouver des familles qui n'aient pas eu d'enfant en contact avec l'APS. Même si cela augmentait la difficulté, on évitait ainsi des biais importants.

L'enquête et ses découvertes.

Les apports de l'enquête.

Au bout d'une année les membres de douze familles seulement avaient répondu au guide d'entretien (cinq originaires de Tunisie, trois d'Algérie, deux du Maroc et deux de Turquie). Cependant les effets sur les travailleurs sociaux des expériences de recueil et d'analyse des entretiens étaient déjà très forts.

Tout d'abord, ils avaient découvert des hommes qui n'avaient pas quitté leur pays seulement pour des raisons de pauvreté. Il y avait parmi les douze pères interviewés quatre propriétaires terriens dans leur pays d'origine. Ce résultat est corroboré par plusieurs recherches dont celle de Zahia Zéroulou (1988) ou d'Emmanuelle Santelli (2001) sur les itinéraires de réussite des enfants français de parents algériens. Par ailleurs, plus de la majorité des Algériens, des Tunisiens et des Marocains avait directement participé aux mouvements de libération de leur pays. La plupart (10 sur 12) avaient effectué plusieurs migrations avant d'arriver à Nantes-Nord. Partis de leur village vers l'âge de dix-huit ans pour chercher du travail en ville mais n'y trouvant pas les moyens de construire une carrière stable, ils étaient ensuite venus en France ou dans un autre pays d'Europe (Belgique, Allemagne...) s'embaucher comme ouvriers. Ils expliquaient que dans leur jeunesse ils avaient été des "aventuriers" courageux, avides de nouvelles expériences susceptibles de favoriser leur mobilité sociale et celle de la famille qu'ils avaient décidé de fonder en France.

Dès les premiers entretiens, une sorte de dynamique positive s'était créée entre les éducateurs/enquêteurs et ces hommes, malgré des perceptions réciproques marquées initialement par la méfiance.

Les premiers ne s'attendaient pas du tout à rencontrer une telle épaisseur biographique chez ces "travailleurs immigrés"; et en particulier une histoire aussi forte d'engagement politique. Politisés eux-mêmes, cela ne pouvait que renforcer leur empathie et leur désir d'en savoir plus.

De leur côté, leurs interlocuteurs étaient manifestement heureux que, pour une fois, des représentants de l'autorité française s'intéressent à eux et à leur histoire sans les réduire à un statut d'ouvrier ou d'étranger. Ils leur indiquèrent d'ailleurs d'autres personnes susceptibles de participer à l'enquête.

Le thème qui intéressait le plus les éducateurs, celui de l'action éducative des pères, avait été placé à la fin du guide d'entretien, car dans la phase de préparation nous pensions tous que les questions qui permettraient de traiter le thème embarrasseraient les pères. En fait la plupart des interviewés abordèrent d'eux-mêmes ce thème assez tôt dans le cours de l'entretien. Certains d'entre eux avaient déjà eu à faire face à de grosses difficultés avec l'un ou l'autre de leurs enfants : échec ou décrochage scolaire, actes de vandalisme, usages fréquents du cannabis, recherche d'emploi rendue très difficile par le racisme et le niveau du chômage. Quant aux pères qui n'avaient pas été confrontés à ce genre de problème, ils manifestaient une conscience aiguë des risques encourus par leurs enfants et réfléchissaient aux moyens de les prévenir.

Peu à peu, au fil des entretiens, il apparut que ces pères se connaissaient presque tous. Ils appartenaient à un réseau informel qui s'était constitué plusieurs années auparavant, précisément dans le but de s'entraider face aux difficultés rencontrées par leurs enfants à "trouver une place dans la société française", comme dit l'un d'eux. Ce réseau comptait 57 membres.

Ils avaient conclu qu'il leur fallait "*faire partie de la vie quotidienne de (leurs) enfants plutôt que de les assommer de leçons de morale*" (propos du président de l'association). Au moment de l'enquête, sans que les éducateurs en aient jamais été informés, ils avaient déjà organisé des circuits-motos pour meubler le temps libre de leurs fils ; créé un garage

associatif dans lequel certains d'entre eux formaient des jeunes garçons à réparer des voitures d'habitants du quartier à moindre coût ; mis sur pied, consolidé, maintenu des réseaux de relations interpersonnelles avec des petits entrepreneurs dans le but d'aider leurs fils et leurs filles à trouver un emploi, notamment dans le bâtiment, la restauration et les services aux personnes. Ils avaient également trouvé un avocat qu'ils payaient ensemble et qui avait accepté de défendre ceux de leurs enfants qui avaient des problèmes avec la justice.

Premier bilan.

Les éducateurs étaient stupéfaits de ce qu'ils découvraient. L'analyse des transcriptions (qu'ils faisaient eux-mêmes) faisait mesurer aux éducateurs à quel point leurs perceptions initiales (repli communautaire, pouvoir décisionnel des maris) étaient fausses. Par exemple, ils s'apercevaient que plusieurs d'entre eux avaient posé plusieurs fois de suite la même question : « avez-vous des amis français ? » parce qu'ils n'avaient pas cru aux réponses positives de leurs interlocuteurs.

Le groupe d'éducateurs s'interrogea sur les raisons pour lesquelles, alors qu'ils étaient quotidiennement sur le terrain, ils avaient pu se forger de ces hommes une image aussi éloignée de la réalité ; et pourquoi ils n'avaient jamais entendu parler des activités qu'ils avaient organisées pour leurs enfants. Ils en conclurent que malgré leur longue expérience, ils s'étaient laissés trop facilement influencer par un discours ambiant charriant des stéréotypes.

Ces fausses perceptions me semblent illustrer parfaitement le phénomène du discrédit. Il ne se réduit pas à présenter une image dévalorisée, voire négative des personnes situées au bas des rapports de pouvoir. Il rend également leur réflexion et leur action invisibles.

On pourrait penser que des "découvertes" faites sur un échantillon réduit à douze familles² ne permettent en aucun cas la généralisation ; voire, que les douze pères qui avaient accepté les exigences de l'enquête s'étaient en quelque sorte auto-sélectionnés - y compris par l'effet boule de neige - parmi les hommes les plus ouverts du quartier.

Or tout d'abord, à la fin de l'enquête c'est beaucoup plus de douze familles dont les membres se portaient volontaires pour être interrogés ; mais le manque de moyens, qui obligeait les éducateurs à prendre sur leur temps libre pour transcrire les entretiens, les avait conduits à clore l'enquête. Surtout, comme on le verra plus loin, les hommes interrogés sont

² Rappelons que ces familles comprenaient en moyenne six personnes (deux parents et quatre enfants).

apparus par la suite fortement *représentatifs* des adultes immigrés du quartier, non pas au sens statistique mais au sens *politique*.

L'une des découvertes les plus saillantes de l'enquête fut la grande densité des liens sociaux entre des hommes que les éducateurs avaient cru soit isolés les uns des autres, soit repliés sur des appartenances communautaires religieuses et nationales fermées. Cette densité des relations interpersonnelles constituait manifestement une ressource pour chacun d'eux.

Une demande imprévue des pères.

L'émergence d'une demande : la mosquée.

L'analyse des entretiens touchait à sa fin, et les éducateurs se réjouissaient des perspectives de travail avec les habitants que leur ouvrait cette enquête, quand l'un d'eux, Jean-Pierre D., fut invité à participer à une réunion du réseau des pères immigrés. Pressentant qu'il aurait peut-être à répondre à quelques questions, il demanda à Alain Guézingar de l'accompagner. Ceux-ci leur expliquèrent qu'ils étaient d'accord de s'associer à eux pour prévenir les risques encourus par leurs enfants mais qu'ils souhaitaient leur aide pour obtenir le droit de construire une mosquée.

Dans le contexte de l'époque, la demande de mosquée prenait un sens tout à fait particulier. On était en février 1991. Les médias occidentaux ne parlaient de l'Islam qu'à propos des mouvements fondamentalistes. En Algérie, la montée du Front Islamique du Salut (FIS), qui paraissait irrésistible, venait d'être stoppée par un coup d'Etat militaire. Saddam Hussein avait envahi le Koweït ; et pour se défendre contre les Occidentaux qui voulaient l'en déloger, il avait lancé un appel à la Guerre Sainte auquel, d'après les médias, les masses musulmanes paraissaient sensibles dans le monde entier. Sur le quartier de Nantes-Nord des graffitis de soutien à Saddam Hussein étaient apparus.

Certains éducateurs se demandaient s'ils n'avaient pas été manipulés depuis le début par les pères qu'ils avaient interviewés. Alain Guézingar craignait de cautionner une opération d'implantation d'un Islam radical à Nantes-Nord.

Mais avant de donner leur réponse les éducateurs voulaient en savoir plus sur les différents courants de l'Islam, et l'apprendre par eux-mêmes.

Quel que soit le risque d'**instrumentalisation**, il apparaissait difficile aux éducateurs de ne pas accéder à la demande du réseau des pères. En effet, une sorte d'économie morale des interactions, fondée sur la réciprocité, s'était développée tout au long de l'enquête. La requête des pères était assortie d'une proposition de travail en commun qui allait bien au-delà de tout ce que les éducateurs auraient pu espérer. La refuser aurait peut-être conduit au retrait de la proposition.

Pour toutes ces raisons, l'APS accepta finalement, au bout de deux mois de discussions, de soutenir auprès du maire la demande des pères. Ils avaient repéré depuis longtemps un petit bâtiment abandonné entouré d'un terrain vague ; ils voulaient que la mairie leur en cède la concession. Ils retaperaient eux-mêmes le bâtiment pour le transformer en un lieu de culte.

Du point de vue des éducateurs il s'agissait cependant d'un lourd pari sur la nature du "capital social" (au sens de R.-D. Putnam) que le réseau des pères pourrait développer autour de la mosquée.

Putnam : deux grandes formes de capital social

Putnam (2000) propose de distinguer deux grandes formes de capital social. L'une est la forme qu'il appelle "bonding capital", que l'on pourrait traduire en première approximation comme capital social de type communautaire. Il le définit ainsi :

"Certaines formes de capital social sont, par choix ou par nécessité, tournées vers l'intérieur et tendent à renforcer des identités excluantes et l'homogénéité des groupes. Des exemples en sont des organisations de type fraternités ethniques. "

A cette forme de capital social, Putnam oppose ce qu'il appelle le capital social "bridging or inclusive" :

"D'autres réseaux sont tournés vers l'extérieur et incluent des personnes aux appartenances diverses. Un exemple de capital social "bridging" est le mouvement des droits civiques. (...). De plus ce type de capital social peut générer des identités élargies et de la réciprocité, tandis que le capital "bonding" encourage une conception rétrécie de notre identité."

Il ne serait donc pas absurde de désigner cette seconde forme de capital social comme forme de type sociétaire.

Le pari des éducateurs revenait à espérer que la création d'une mosquée, qui serait nécessairement suivie d'une forte densification des relations parmi les musulmans du quartier, ne se fasse pas entièrement dans le sens "communautaire"; qu'il comprenne aussi une composante "sociétaire". C'était, en termes putnamiens, un pari sur le type de capital social qui se développerait autour de la mosquée.

L'inauguration de la mosquée.

Le maire accepta le principe de la création d'une mosquée dans le quartier de Nantes-Nord. La mairie mettrait à disposition le terrain repéré par le réseau des pères et le bâtiment désaffecté qui s'y trouvait. Mais il lui fallait un partenaire institutionnel, non pas un simple réseau. Et ce ne pouvait être une association religieuse, car la loi française interdit de les financer.

Le réseau des pères se constitua donc en Association Culturelle des Musulmans de Nantes-Nord (ACMNN).

Une fois le terrain octroyé, tout alla très vite. L'ACMNN recueillit des fonds pour la rénovation du bâtiment au moyen du *zakat* (denier du culte chez les musulmans). Nombreux étaient les membres du réseau - de l'Association, désormais - qui travaillaient comme maçons ; ils rénovèrent eux-mêmes le petit édifice, tandis que d'autres nettoyaient le terrain aux alentours.

Huit mois plus tard, la mosquée (sans minaret) était terminée. Toute la population du quartier, musulmane ou pas, fut invitée à l'inauguration, ainsi que les représentants des autres cultes, le maire et les représentants de différentes autorités politiques locales. Les dirigeants de l'ACMNN associèrent étroitement et publiquement les éducateurs de l'APS à l'évènement. Ils les accueillirent très chaleureusement, les firent monter sur l'estrade et soulignèrent leur forte contribution à la création de l'Association. Seuls les jeunes étaient absents, voyant dans cette action le danger d'un renforcement de l'autorité de leurs pères, prélude à un contrôle beaucoup plus strict sur leurs activités.

Les réunions publiques de restitution des résultats de l'enquête.

Surgissement de l'histoire et de la mémoire familiales.

Il avait été convenu que les résultats de l'enquête seraient communiqués aux habitants du quartier au cours de "réunions publiques de restitution", où ces résultats pourraient être discutés.

Sachant que l'on allait notamment parler de l'histoire de leur père, beaucoup de jeunes assistèrent à ces réunions. Non sans arrière-pensées et sentiments de grande méfiance : ils

s'attendaient à la répétition locale de ce qu'ils entendaient dire quasi-quotidiennement à la télévision sur "les musulmans". Ils furent très heureusement surpris d'entendre ce qui fut dit sur leurs pères et mères, et sur les parents de leurs camarades. Surpris aussi d'apprendre tout ce qu'ils avaient fait dans leur vie (certains n'en avaient aucune idée) ; mais surpris surtout de constater que c'était "des Français"³ - les éducateurs, à leurs yeux des fonctionnaires - qui, tout en décrivant leurs histoires, reconnaissaient publiquement leur valeur morale.

Ces moments symboliques forts eurent un effet sur les conduites des jeunes du quartier. Ils se montrèrent beaucoup plus disposés à participer aux activités organisées pour eux par les professionnels de la Politique de la Ville (éducateurs et autres) et par leurs parents à titre informel. Le vandalisme diminua sur le court mais aussi le long terme. Il est très probable que ce sont ces prises de conscience des jeunes, garçons et filles, qui contribuèrent à faire baisser les actes de vandalisme sur le quartier ; un fait enregistré dans diverses statistiques. Il est en tout cas certain que le climat des relations entre générations au sein des familles, et entre habitants et professionnels, en fut transformé.

Il apparut très vite dans de nouveaux entretiens recueillis par les éducateurs auprès des jeunes, et surtout dans les conversations qu'ils eurent avec eux après les réunions de restitution, que l'on pouvait distinguer deux cas de figure.

Certains jeunes avaient jusque-là intériorisé l'image négative, stigmatisante, que la société française proposait de cette catégorie, "les immigrés". Comme l'avait fait par exemple Yazid Kherfi (2000) à Mantes-la-Jolie : dans son témoignage il décrit la perception négative qu'il avait de son père, ouvrier du bâtiment immigré d'Algérie et il explique comment c'est seulement à l'âge de 25 ans, lorsque fuyant la police qui le recherchait en raison de sa participation à de nombreux "casses" il s'était réfugié dans le village de son père en Kabylie, qu'il découvrit que celui-ci était en réalité un notable, propriétaire de plusieurs maisons et de terre. C'est grâce aux processus enclenchés par l'enquête qu'ils avaient pris conscience de qui était vraiment leur père, de son histoire, de tout ce qu'il avait fait au cours de sa vie - qu'ils n'auraient jamais imaginé, et peut-être qu'ils n'auraient même pas été en mesure d'entendre si d'aventure leur père avait essayé de leur raconter.

³ Dans le contexte des cités, le terme de "Français" est couramment utilisé par les jeunes issus de l'immigration - la plupart étant eux-mêmes de nationalité française - pour désigner les habitants du quartier qui sont d'origine française. C'est en ce sens que je l'ai utilisé ici.

D'autres savaient déjà en partie qui était leur père, et par où il était passé ; ils en tiraient un sentiment de très forte injustice, ravivé chaque fois qu'ils entendaient leurs professeurs le dénigrer. Certains d'entre eux reconnurent leur désir profond de le "venger".

Voici une histoire qui illustre fortement ce processus. Je l'ai entendue de la bouche d'une orthophoniste psychologue. Elle avait reçu un jour la visite d'un père sénégalais qui, à la demande de l'institutrice, lui amenait son fils de sept ans : depuis son entrée en cours préparatoire il n'avait pas prononcé un seul mot. Elle reçut donc régulièrement l'enfant, en tête-à-tête comme le prévoit la procédure normale, pendant six mois, sans observer le moindre progrès : l'enfant ne parlait toujours pas. En désespoir de cause elle convoqua le père en même temps que son fils, et lui demanda de lui raconter sa propre histoire devant l'enfant. Le père, qui travaillait comme éboueur pour la municipalité, expliqua qu'il était d'ascendance noble, et chef de son village. Il était parti en France avec son épouse et ses enfants pour tenter d'en assurer la survie, dans un contexte de très grave crise des ressources. Il travaillait de jour comme de nuit, dans deux emplois à temps complet, pour financer à la fois sa famille et envoyer de l'argent à son village.

L'orthophoniste exprima son admiration pour le courage de cet homme. Aussitôt le petit garçon sourit et prit la parole. Il expliqua qu'il s'était muré dans le silence à la suite d'une remarque que son institutrice lui avait faite : "Tu dois bien étudier, sinon tu deviendras éboueur comme ton père." L'immense écart entre ce qu'il savait de son père, l'admiration qu'il avait pour lui, et la façon dont l'institutrice en avait - implicitement - parlé, l'avait rendu muet...

L'orthophoniste parla à l'institutrice, qui fit venir le père pour parler devant la classe de son action pour son village. Bien entendu l'enfant se remit à parler normalement ; il s'avéra qu'il savait déjà lire. Vif et très éveillé, il n'avait en fait rien perdu de ses six premiers mois de CP.

Un problème imprévu.

Un problème imprévu apparut toutefois à la suite des séances de restitution. Des Français du quartier, adultes et jeunes, y avaient assisté. Ils se plaignirent amèrement auprès des éducateurs d'avoir été écartés de l'enquête, car *eux aussi* avaient beaucoup de choses à raconter. D'autres séances publiques furent donc organisées spécialement pour eux. C'est toute l'histoire contemporaine de la formation de la classe ouvrière à Nantes qui fit surface en ces occasions : la pauvreté dans les campagnes de l'après-guerre ; le poids normatif de la religion catholique dans la Vendée et l'arrière-pays nantais ; la fréquence des enfances passées au sein d'internats religieux répressifs, coupant les enfants de leur réseau familial ; les

premières expériences de travail sur les chantiers du bâtiment, logés dans des baraquements, dans la boue, l'humidité, le froid ; le travail en usine dans des conditions physiques et humaines dures ; toutes expériences qu'ils avaient jusque-là choisi de ne pas raconter à leurs enfants, de crainte qu'ils ne comprennent pas le sens de ces épreuves, et n'en retiennent que le discrédit par lequel leurs parents étaient passés. L'un des grands moments de leur carrière résidentielle avait été d'obtenir enfin un logement dans la cité HLM, dont ils avaient été les premiers habitants ; ce dont ils n'étaient pas peu fiers. D'où leur ressentiment à l'égard d'une enquête sur "les habitants du quartier "qui les avait ignorés.

Une idée nouvelle se faisait jour : l'importance, pour une entrée réussie des jeunes dans l'âge adulte, de connaître l'histoire de leurs parents. Après les restitutions et lors de la rédaction de leur rapport de recherche, les éducateurs purent mettre en évidence ce lien. L'analyse des entretiens réalisés dans les douze familles, et des conversations ultérieures, montrèrent que les jeunes adultes - garçons et filles issus du même contexte socio-économique précaire - qui parvenaient le plus vite à stabiliser leur statut dans l'emploi par l'obtention d'un CDI étaient ceux dont les pères, et sans aucun doute les mères, avaient transmis l'histoire de leur famille et les contextes de son déroulement. Ayant "entendu" l'histoire de vie de leurs parents, ils avaient pris conscience de ce qu'avaient été leurs diverses expériences ; et, le plus important, ils étaient capables de comprendre dans quelle situation actuelle se trouvait leur père, leur mère, et donc eux-mêmes. Ils utilisaient ces informations pour réfléchir, agir, se construire en tant qu'adulte.

Composition de l'échantillon

Avant les sessions de restitution des résultats de l'enquête, les adolescents avaient été interviewés uniquement sur le rôle que leur père jouait et avait joué dans leur éducation, mais pas sur l'hypothèse de la fonction de la connaissance de l'histoire familiale. Pour tester la validité de cette hypothèse, j'ai élaboré avec les éducateurs de Nantes un second guide d'entretien.

Vingt-cinq jeunes de 16 à 25 ans issus de douze familles furent ainsi interviewés après les séances de restitution. Des questions ont été posées sur le degré de connaissance, par les enfants, des étapes biographiques des parcours de leur père et de leur mère, et sur le sens qu'ils leur donnaient. Il leur a également été demandé de parler de leur projet de vie professionnel, d'en expliquer les étapes et les difficultés. L'un des critères retenus pour considérer l'importance des connaissances sur l'histoire des parents était la comparaison avec ceux-ci. Opéraient-ils d'eux-mêmes la comparaison? Comment se situaient-ils par rapport à un héritage familial éventuel ? Et par rapport à une rupture vis-à-vis de ce que leurs parents avaient vécu et vivaient aujourd'hui?

Comme il s'agissait de jeunes adultes au début de leur vie **professionnelle**, j'ai choisi comme éléments de différenciation leur degré de proximité vis-à-vis d'un Contrat à Durée Indéterminée. Nous nous sommes intéressés aux arguments utilisés par ces jeunes garçons et filles pour justifier leurs choix, leurs conduites vis-à-vis de l'insertion, et les tactiques et stratégies qu'ils mettaient en œuvre pour lever les obstacles les empêchant d'accéder à un emploi stable.

Les analyses des entretiens ont validé l'hypothèse. Elles ont également montré que dans une même famille, certains enfants peuvent connaître l'histoire de leurs parents beaucoup mieux que d'autres. Comme Jean Kellerhals l'a souligné⁴, il y a toujours dans le rapport à la mémoire familiale un double mécanisme d'héritage et de différenciation.

⁴ Conférence donnée au laboratoire printemps le 19 décembre 1997.

L'action de l'ACMNN dans la durée.

Pendant les années qui ont suivi, l'ACMNN a recruté de nombreux adhérents - elle compte actuellement plus de 350 membres -, a développé ses activités dans de multiples directions et est devenue un partenaire régulier de la mairie de Nantes. Contrairement aux craintes des éducateurs soulevées par la demande de mosquée, son développement ne s'est pas fait dans un sens uniquement communautaire. C'est à Nantes-Nord que j'ai entendu prononcer par le second président de l'ACMNN, Monsieur B, le terme d' "Islam républicain", des années avant qu'il ne commence à émerger dans la presse.

Le discrédit initial a considérablement diminué et la délinquance [explés si tu as] des jeunes sur le quartier a nettement baissé, alors qu'elle augmentait partout ailleurs, comme dans beaucoup d'autres villes de France.

La recherche d'un partenariat avec le collège.

Tout le monde était conscient sur le quartier que l'enjeu de la scolarité était capital pour la formation du devenir des enfants, et que le moment le plus délicat de ce parcours est celui des années de collège. Beaucoup d'enfants qui ont réussi leur scolarité primaire commencent à changer leur rapport à l'étude à l'entrée en sixième (Terrail, 2002). Les problèmes de décrochage, d'échec scolaire, d'exclusion temporaire pour indiscipline, et même de renvoi définitif étaient fréquents.

Cependant les dirigeants de l'association connaissaient les idéaux d'égalité de l'Education Nationale ; en particulier ceux originaires du Maghreb, où l'influence française a été très forte. Ainsi que le rappelle A. Sayad (1999), dans ces pays la confrontation et les emprunts à la culture française ont commencé bien avant l'émigration.

Ils pensaient donc qu'il serait relativement facile de s'entendre avec les enseignants pour mettre sur pied des cours de soutien scolaire. L'association pourrait aussi jouer un rôle de médiation entre l'école et les parents les plus éloignés de la culture scolaire. Ils tenaient également à pouvoir discuter des décisions d'orientation qui leur paraissaient parfois arbitraires. Ils pensaient que la nouvelle légitimité qui leur avait été reconnue, d'abord par

l'APS, ensuite et très publiquement par la mairie, les mettait en position d'interlocuteurs reconnus aussi par le proviseur et les enseignants.

Mais c'était compter sans le poids du discrédit, auquel s'ajoutait celui du soupçon à l'égard de « musulmans organisés » selon la vision de nombre d'acteurs de l'institution. Dès la première réunion avec le principal du collège, les dirigeants de l'ACMNN devaient s'en rendre compte. Leurs propositions de partenariat avec le collège furent rejetées sans ambages.

"Vous êtes une association religieuse, leur dit en substance le principal ; en tant que responsable d'une école publique laïque et républicaine, je ne peux en aucun cas travailler avec vous"

Stupéfaits, les délégués rappelèrent que le maire lui-même les avait financés en tant qu'association *culturelle* et non pas religieuse ; que, certes, ils étaient musulmans mais n'entendaient pas faire du prosélytisme ; et qu'après tout c'était de l'avenir de leurs propres enfants qu'il s'agissait : rien n'y fit.

Cette expérience douloureuse - se voir écarté du processus de devenir de leurs propres enfants - les amena à réfléchir sur les règles *réelles* des institutions françaises. Apparemment, le seul fait d'afficher son identité musulmane conduisait au rejet par certaines d'entre elles. Or, ce n'était pas en tant que musulmans qu'ils se souciaient de l'école - là était la méprise -, mais en tant que parents d'élèves du collège de Nantes-Nord, usagers d'un service public, désireux en tant que citoyens de favoriser son bon fonctionnement.

Monsieur B., le nouveau président, en particulier fit preuve, de l'avis des éducateurs de l'APS, d'une grande patience. Il s'appuya sur eux pour rencontrer tel ou tel enseignant à l'occasion de problèmes concrets. Peu à peu, non sans réticence, le collège perçut l'intérêt qu'il y avait à recourir ponctuellement aux services du réseau de pères. Mais cela prit presque cinq ans.

Les rapports avec la police.

Les contacts avec la police furent plus faciles. Un inspecteur travaillait au sein du commissariat local depuis de nombreuses années. Il accueillit d'emblée favorablement la formation de l'ACMNN, en qui il voyait une association de pères qui pourraient aider la police à entretenir de meilleurs rapports avec les jeunes.

Au moment de la création de la police de proximité à Nantes, en 2000, cet inspecteur s'y engagea résolument. Des rencontres régulières entre jeunes du quartier et policiers locaux furent organisées régulièrement par l'ACMNN. Tout y était discuté, parfois avec véhémence : la fréquence et l'arbitraire des contrôles d'identité, les insultes réciproques, les bavures, le vandalisme gratuit... Parfois, des hauts gradés de Nantes se déplaçaient pour y participer. Ces réunions régulières ont certainement contribué à faire baisser la tension sur le quartier, mais aussi au sein du collège ; car les deux phénomènes sont étroitement imbriqués.

Reconstruire une image de soi positive ? à la place d' Efforts de réinsertion des jeunes les plus défavorisés.

Certains jeunes du quartier avaient déjà un passé de délinquance très lourd. A leur sortie de prison ils revenaient sur le quartier animés d'une "rage" à l'égard de toutes les institutions et refusaient de s'engager dans une quelconque recherche d'emploi, malgré les demandes pressantes de leurs parents.

Constatant la totale inutilité des leçons de morale, les pères de l'association cherchèrent une autre voie. Ils décidèrent de partir de ce que demandaient ces jeunes. Ceux-ci voulaient faire du football en salle. Les adultes trouvèrent un local et organisèrent des tournois. Ils réservèrent cette activité aux jeunes les plus déscolarisés, musulmans ou non.

Il y avait toute une stratégie à long terme derrière l'organisation de cette activité purement ludique. En s'affirmant au sein d'une équipe sportive, un jeune retrouvait peu à peu le sens de l'appartenance à un collectif centré sur une activité légale et publique, le sentiment d'y avoir une place, et même d'y être indispensable. Il commençait ainsi à reconstruire une image de soi positive aux yeux des autres et de lui-même.

Petit à petit, les membres de l'ACMNN chargés de cette activité lui proposaient de prendre certaines responsabilités dans l'organisation des tournois. Ce n'est qu'au terme d'un lent

processus de resocialisation que le jeune se voyait finalement proposer de reprendre, avec l'aide des éducateurs, le chemin de l'insertion professionnelle⁵.

Depuis plusieurs années, l'un des cadres les plus actifs de l'organisation des tournois de football en salle n'est autre que le jeune imam de la mosquée. C'est un enfant du quartier, fils de l'un des fondateurs de l'association. Il est Maître de conférences en Sciences à l'université de Nantes. La version de l'Islam qu'il défend est celle d'un Islam républicain totalement adapté au modèle culturel français et à la laïcité. Mais il ne met pas à profit sa participation à l'organisation des tournois pour prêcher la religion. Son objectif est de contribuer à remettre sur pied ces jeunes, qu'il confie ensuite aux dispositifs d'insertion de la société française.

A travers cet exemple, et bien d'autres que je ne peux pas tous mentionner, on comprendra que les craintes initiales des éducateurs de l'APS ou du principal du collège n'étaient pas fondées. La forme de capital social que l'ACMNN a développée sur le quartier ne se réduit nullement à une forme *communautaire*. Elle présente aussi une dimension *sociétaire*: l'ACMNN s'est construite à partir d'une grande diversité d'identités nationales, et en partenariat avec plusieurs institutions françaises⁶.

R.-D Putnam (2000), souligne que lorsqu'un groupe développe son capital social dans un quartier, tout le monde en profite, qu'il fasse ou non partie du groupe. En effet, la densification des liens sociaux et l'élévation générale du niveau de confiance changent l'atmosphère. Les activités collectives augmentent et les tensions diminuent. L'image du quartier s'améliore à l'extérieur.

Conclusion

Les travaux empiriques de Michel Wieviorka et son équipe (1992) ont montré la prégnance des représentations racistes dans les esprits. Menés au moyen de la méthode de l'intervention sociologique auprès de groupes d'habitants de quartiers populaires et de responsables locaux, ces travaux ont mis en évidence le fait que si l'expression des stéréotypes recule face à des argumentations rationnelles, ils sont toujours présents dans les esprits et peuvent ressurgir à la

⁵ C'est une méthode qui avait déjà été proposée par Bertrand Schwartz, inventeur du concept des Missions Locales, institutions chargées d'aider les jeunes de 16 à 25 ans les moins diplômés à trouver un emploi.

⁶ Claude Dubar, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, A. Colin, 3^{ème} édition 2000 (1^{ère} édition 1991) Paris, Ch.. 4, pp. 89-94.

moindre occasion. C'est que le discrédit est un phénomène *collectif* qui ne peut être modifié qu'au niveau collectif.

Ce que montre le processus que j'ai décrit, c'est l'importance de l'action collective des personnes discréditées. Quand elles se mobilisent (et cela vaudrait aussi pour le mouvement ouvrier, les luttes de libération nationale, le mouvement féministe), elles manifestent simultanément deux choses : d'une part, qu'elles ne correspondent pas à l'image de passivité que l'on avait d'elles ; d'autre part, qu'elles ne se résignent pas à la situation matérielle et symbolique qui leur est assignée. Quelle que soit la nature spécifique du discrédit, elle comporte toujours, me semble-t-il, un présupposé de résignation et de passivité ; et c'est précisément ce présupposé qui est remis en question dès qu'il y a mobilisation et action collective. Le phénomène me paraît assez universel.

Bibliographie

- APS de Nantes, C. Delcroix. Une nouvelle approche de la prévention de la délinquance des jeunes maghrébins. Le rôle social des pères. ADRI, coll. Savoirs et perspectives, 1995.
- C. Delcroix, "Des récits croisés aux histoires de famille", *Current Sociology*, La sociologie contemporaine, Sage, Londres, numéro spécial "The Biographical Method", volume 43, 1995, pp .. 61-67.
- C. Delcroix, "Les parents des cités : La prévention familiale des risques encourus par les enfants", *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 33-34 "Au risque des espaces publics", 1999, p.97 - 107.
- Yazid Kherfi, *Repris de justesse*, Paris, Syros, 2000,
- Maryse Tripiet, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, CIEMI, L'Harmattan, 1990, Paris.
- R.-D. Putnam, *Bowling alone. The collapse and revival of american community*. Simon and Schuster, New-York, 2000.
- Emmanuelle Santelli, *La mobilité sociale dans l'immigration, Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2001
- A. Sayad, *La double absence*, Seuil, Paris, 1999, p. 19-20.
- Jean-Pierre Terrail, *De l'inégalité scolaire*, La Dispute Paris, 2002
- Michel Wieviorka et alii, *La France raciste*, Le Seuil, 1992.
- Zahia Zéroulou, "La réussite scolaire des enfants d'immigrés. L'apport d'une approche en termes de mobilisation", *Revue Française de Sociologie*, XXIX-3, 1988.